

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 26

A. TITEL

*Protocol tot wijziging van het Internationale Verdrag ter vaststelling
van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement,
ondertekend te Brussel op 25 augustus 1924;
Brussel, 23 februari 1968*

B. TEKST

**Protocole portant modification de la Convention internationale pour
l'unification de certaines règles en matière de connaissance,
signée à Bruxelles le 25 août 1924**

Les Parties Contractantes,

Considérant qu'il est souhaitable d'amender la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance, signée à Bruxelles le 25 août 1924,

Sont convenues des dispositions suivantes:

Article 1

(1) A l'article 3, paragraphe 4, il y a lieu d'ajouter le texte suivant:
«Toutefois, la preuve contraire n'est pas admise lorsque le connaissance a été transféré à un tiers porteur de bonne foi».

(2) A l'article 3, paragraphe 6, le quatrième alinéa sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«Sous réserve des dispositions du paragraphe 6*bis*, le transporteur et le navire seront en tout cas déchargés de toute responsabilité quelconque relativement aux marchandises, à moins qu'une action ne soit intentée dans l'année de leur délivrance ou de la date à laquelle elles eussent dû être délivrées. Ce délai peut toutefois être prolongé par un accord conclu entre les parties postérieurement à l'événement qui a donné lieu à l'action».

(3) A l'article 3 il y a lieu d'ajouter après le paragraphe 6 un paragraphe 6*bis*, libellé comme suit:

«Les actions récursoires pourront être exercées même après l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, si elles le sont dans le délai déterminé par la loi du Tribunal saisi de l'affaire. Toutefois, ce délai ne pourra être inférieur à trois mois à partir du jour où la personne qui exerce l'action récursoire a réglé la réclamation ou a elle-même reçu signification de l'assignation».

Article 2

L'article 4, paragraphe 5, sera supprimé et remplacé par le texte suivant:

«(a) A moins que la nature et la valeur des marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée dans le connaissance, le

**Protocol to amend the International Convention for the unification
of certain rules of law relating to bills of lading,
signed at Brussels on 25th August 1924**

The Contracting Parties,

Considering that it is desirable to amend the International Convention for the unification of certain rules of law relating to Bills of Lading, signed at Brussels on 25th August 1924,

Have agreed as follows:

Article 1

(1) In Article 3, paragraph 4, shall be added:

«However, proof to the contrary shall not be admissible when the Bill of Lading has been transferred to a third party acting in good faith».

(2) In Article 3, paragraph 6, sub-paragraph 4 shall be deleted and replaced by:

«Subject to paragraph *6bis* the carrier and the ship shall in any event be discharged from all liability whatsoever in respect of the goods, unless suit is brought within one year of their delivery or of the date when they should have been delivered. This period may, however, be extended if the parties so agree after the cause of action has arisen».

(3) In Article 3, after paragraph 6, shall be added the following paragraph *6bis*:

«An action for indemnity against a third person may be brought even after the expiration of the year provided for in the preceding paragraph if brought within the time allowed by the law of the Court seized of the case. However, the time allowed shall be not less than three months, commencing from the day when the person bringing such action for indemnity has settled the claim or has been served with process in the action against himself».

Article 2

Article 4, paragraph 5, shall be deleted and replaced by the following:

«(a) Unless the nature and value of such goods have been declared by the shipper before shipment and inserted in the Bill of Lading, neither the carrier nor the ship shall in any event be

transporteur, comme le navire, ne seront en aucun cas responsables des pertes ou dommages des marchandises ou concernant celles-ci pour une somme supérieure à l'équivalent de 10.000 francs par colis ou unité ou 30 francs par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées, la limite la plus élevée étant applicable.

- (b) La somme totale due sera calculée par référence à la valeur des marchandises au lieu et au jour où elles sont déchargées conformément au contrat, ou au jour et lieu où elles auraient dû être déchargées.

La valeur de la marchandise est déterminée d'après le cours en Bourse, ou, à défaut, d'après le prix courant sur le marché ou, à défaut de l'un et de l'autre, d'après la valeur usuelle de marchandises de mêmes nature et qualité.

- (c) Lorsqu'un cadre, une palette ou tout engin similaire est utilisé pour groupes des marchandises, tout colis ou unité énuméré au connaissement comme étant inclus dans cet engin sera considéré comme un colis ou unité au sens de ce paragraphe. En dehors du cas prévu ci-dessus, cet engin sera considéré comme colis ou unité.

- (d) Par franc, il faut entendre une unité consistant en 65,5 milligrammes d'or, au titre de 900 millièmes de fin. La date de conversion de la somme accordée en monnaie nationale sera déterminée par la loi de la juridiction saisie du litige.

- (e) Ni le transporteur, ni le navire n'auront le droit de bénéficier de la limitation de responsabilité établie par ce paragraphe s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission du transporteur qui a eu lieu, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit téméairement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement.

- (f) La déclaration mentionnée à l'alinéa (a) de ce paragraphe, insérée dans le connaissement constituera une présomption sauf preuve contraire, mais elle ne liera pas le transporteur qui pourra le contester.

- (g) Par convention entre le transporteur, capitaine ou agent du transporteur et le chargeur, d'autres sommes maxima que celles mentionnées à l'alinéa (a) de ce paragraphe peuvent être déterminées, pourvu que ce montant maximum conventionnel ne soit pas inférieur au montant maximum correspondant mentionné dans cet alinéa.

- (h) Ni le transporteur, ni le navire ne seront en aucun cas responsables pour perte ou dommage causé aux marchandises ou

or become liable for any loss or damage to or in connection with the goods in an amount exceeding the equivalent of 10,000 francs per package or unit or 30 francs per kilo of gross weight of the goods lost or damaged, whichever is the higher.

- (b) The total amount recoverable shall be calculated by reference to the value of such goods at the place and time at which the goods are discharged from the ship in accordance with the contract or should have been so discharged.
The value of the goods shall be fixed according to the commodity exchange price, or, if there be no such price, according to the current market price, or, if there be no commodity exchange price or current market price, by reference to the normal value of goods of the same kind and quality.
 - (c) Where a container, pallet or similar article of transport is used to consolidate goods, the number of packages or units enumerated in the Bill of Lading as packed in such article of transport shall be deemed the number of packages or units for the purpose of this paragraph as far as these packages or units are concerned. Except as aforesaid such article of transport shall be considered the package or unit.
 - (d) A franc means a unit consisting of 65.5 milligrammes of gold of millesimal fineness 900'. The date of conversion of the sum awarded into national currencies shall be governed by the law of the Court seized of the case.
 - (e) Neither the carrier nor the ship shall be entitled to the benefit of the limitation of liability provided for in this paragraph if it is proved that the damage resulted from an act or omission of the carrier done with intent to cause damage, or recklessly and with knowledge that damage would probably result.
 - (f) The declaration mentioned in sub-paragraph (a) of this paragraph, if embodied in the Bill of Lading, shall be prima facie evidence, but shall not be binding or conclusive on the carrier.
 - (g) By agreement between the carrier, master or agent of the carrier and the shipper other maximum amounts than those mentioned in sub-paragraph (a) of this paragraph may be fixed, provided that no maximum amount so fixed shall be less than the appropriate maximum mentioned in that sub-paragraph.
 - (h) Neither the carrier nor the ship shall be responsible in any event for loss or damage to, or in connection with, goods if the
-

les concernant, si dans le connaissance le chargeur a fait sciemment une fausse déclaration de leur nature ou de leur valeur».

Article 3

Entre les articles 4 et 5 de la Convention est inséré un article 4bis libellé comme suit:

«1. Les exonérations et limitations prévues par la présente Convention sont applicables à toute action contre le transporteur en réparation de pertes ou dommages à des marchandises faisant l'objet d'un contrat de transport, que l'action soit fondée sur la responsabilité contractuelle ou sur une responsabilité extra-contractuelle.

2. Si une telle action est intentée contre un préposé du transporteur, ce préposé pourra se prévaloir des exonérations et des limitations de responsabilité que le transporteur peut invoquer en vertu de la Convention.

3. L'ensemble des montants mis à charge du transporteur et de ses préposés ne dépassera pas dans ce cas la limite prévue par la présente Convention.

4. Toutefois le préposé ne pourra se prévaloir des dispositions du présent article, s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission de ce préposé qui a eu lieu soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit téméairement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement».

Article 4

L'article 9 de la Convention sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des Conventions internationales ou des lois nationales régissant la responsabilité pour dommages nucléaires».

Article 5

L'article 10 de la Convention sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront à tout connaissance relatif à un transport de marchandises entre ports relevant de deux Etats différents, quand:

- (a) le connaissance est émis dans un Etat Contractant
- ou

nature or value thereof has been knowingly mis-stated by the shipper in the Bill of Lading».

Article 3

Between Articles 4 and 5 of the Convention shall be inserted the following Article 4bis:

«1. The defences and limits of liability provided for in this Convention shall apply in any action against the carrier in respect of loss or damage to goods covered by a contract of carriage whether the action be founded in contract or in tort.

2. If such an action is brought against a servant or agent of the carrier (such servant or agent not being an independent contractor), such servant or agent shall be entitled to avail himself of the defences and limits of liability which the carrier is entitled to invoke under this Convention.

3. The aggregate of the amounts recoverable from the carrier, and such servants and agents, shall in no case exceed the limit provided for in this Convention.

4. Nevertheless, a servant or agent of the carrier shall not be entitled to avail himself of the provisions of this Article, if it is proved that the damage resulted from an act or omission of the servant or agent done with intent to cause damage or recklessly and with knowledge that damage would probably result».

Article 4

Article 9 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

«This Convention shall not affect the provisions of any international Convention or national law governing liability for nuclear damage».

Article 5

Article 10 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

«The provisions of this Convention shall apply to every Bill of Lading relating to the carriage of goods between ports in two different States if:

- (a) the Bill of Lading is issued in a Contracting State,
or

- (b) le transport a lieu au départ d'un port d'un Etat Contractant ou
- (c) le connaissement prévoit que les dispositions de la présente Convention ou de toute autre législation les appliquant ou leur donnant effet régiront le contrat,

quelle que soit la nationalité du navire, du transporteur, du chargeur, du destinataire ou de toute autre personne intéressée.

Chaque Etat Contractant appliquera les dispositions de la présente Convention aux connaissements mentionnés ci-dessus.

Le présent article ne porte pas atteinte au droit d'un Etat Contractant d'appliquer les dispositions de la présente Convention aux connaissements non visés par les alinéas précédents».

Article 6

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument.

Une Partie au présent Protocole ne se verra pas obligée d'appliquer les dispositions du présent Protocole aux connaissements délivrés dans un Etat Partie à la Convention mais n'étant pas Partie au présent Protocole.

Article 7

Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 15 de celle-ci ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Article 8

Tout différend entre des Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une d'entre elles. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

Article 9

(1) Chaque Partie Contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera le présent Protocole ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article 8 du présent Protocole. Les autres Parties Contractantes ne seront pas liées par cet article envers toute Partie Contractante qui aura formulé une telle réserve.

- (b) the carriage is from a port in a Contracting State,
or
- (c) the contract contained in or evidenced by the Bill of Lading provides that the rules of this Convention or legislation of any State giving effect to them are to govern the contract

whatever may be the nationality of the ship, the carrier, the shipper, the consignee, or any other interested person.

Each Contracting State shall apply the provisions of this Convention to the Bills of Lading mentioned above.

This Article shall not prevent a Contracting State from applying the rules of this Convention to Bills of Lading not included in the preceding paragraphs».

Article 6

As between the Parties to this Protocol the Convention and the Protocol shall be read and interpreted together as one single instrument.

A Party to this Protocol shall have no duty to apply the provisions of this Protocol to Bills of Lading issued in a State which is a Party to the Convention but which is not a Party to this Protocol.

Article 7

As between the Parties to this Protocol, denunciation by any of them of the Convention in accordance with Article 15 thereof, shall not be construed in any way as a denunciation of the Convention as amended by this Protocol.

Article 8

Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the Convention which cannot be settled through negotiation, shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration. If within six months from the date of the request for arbitration the Parties are unable to agree on the organization of the arbitration, any one of those Parties may refer the dispute to the International Court of Justice by request in conformity with the Statute of the Court.

Article 9

(1) Each Contracting Party may at the time of signature or ratification of this Protocol or accession thereto, declare that it does not consider itself bound by Article 8 of this Protocol. The other Contracting Parties shall not be bound by this Article with respect to any Contracting Party having made such a reservation.

(2) Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement belge.

Article 10

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Etats qui, avant le 23 février 1968, ont ratifié la Convention ou qui y ont adhéré ainsi qu'à tout Etat représenté à la douzième session (1967-1968) de la Conférence diplomatique de Droit maritime.

Article 11

- (1) Le présent Protocole sera ratifié.
- (2) La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas Partie à la Convention emporte adhésion à la Convention.
- (3) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article 12

- (1) Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies, non représentés à la douzième session de la Conférence diplomatique de Droit maritime, pourront adhérer au présent Protocole.
- (2) L'adhésion au présent Protocole emporte adhésion à la Convention.
- (3) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article 13

- (1) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de dix instruments de ratification ou d'adhésion, dont au moins cinq émanant d'Etats qui possèdent chacun un tonnage global égal ou supérieur à un million de tonneaux de jauge brute.
- (2) Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y adhérant après la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion déterminant l'entrée en vigueur telle qu'elle est fixée au paragraphe (1) du présent article, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 14

- (1) Chacun des Etats Contractants pourra dénoncer le présent Protocole par notification au Gouvernement belge.

(2) Any Contracting Party having made a reservation in accordance with paragraph 1 may at any time withdraw this reservation by notification to the Belgian Government.

Article 10

This Protocol shall be open for signature by the States which have ratified the Convention or which have adhered thereto before the 23rd February 1968, and by any State represented at the twelfth session (1967-1968) of the Diplomatic Conference on Maritime Law.

Article 11

- (1) This Protocol shall be ratified.
- (2) Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Convention shall have the effect of accession to the Convention.
- (3) The instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Government.

Article 12

- (1) States, Members of the United Nations or Members of the specialized agencies of the United Nations, not represented at the twelfth session of the Diplomatic Conference on Maritime Law, may accede to this Protocol.
- (2) Accession to this Protocol shall have the effect of accession to the Convention.
- (3) The instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government.

Article 13

- (1) This Protocol shall come into force three months after the date of the deposit of ten instruments of ratification or accession, of which at least five shall have been deposited by States that have each a tonnage equal or superior to one million gross tons of tonnage.
- (2) For each State which ratifies this Protocol or accedes thereto after the date of deposit of the instrument of ratification or accession determining the coming into force such as is stipulated in paragraph (1) of this Article, this Protocol shall come into force three months after the deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 14

- (1) Any Contracting State may denounce this Protocol by notification to the Belgian Government.
-

(2) Cette dénonciation emportera dénonciation de la Convention.

(3) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement belge.

Article 15

(1) Tout Etat Contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge quels sont parmi les territoires qui sont soumis à sa souveraineté ou dont il assure les relations internationales ceux auxquels s'applique le présent Protocole.

Le Protocole sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat.

(2) Cette extension vaudra également pour la Convention si celle-ci n'est pas encore applicable à ces territoires.

(3) Tout Etat Contractant qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe (1) du présent article, pourra, à tout moment, aviser le Gouvernement belge que le Protocole cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation; elle vaudra également pour la Convention.

Article 16

Les Parties Contractantes peuvent mettre le présent Protocole en vigueur soit en lui donnant force de loi, soit en incorporant dans leur législation de la manière propre à celle-ci les règles adoptées aux termes du présent Protocole.

Article 17

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats représentés à la douzième session (1967-1968) de la Conférence diplomatique de Droit maritime, aux Etats qui adhèrent au présent Protocole, ainsi qu'aux Etats liés par la Convention:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles 10, 11 et 12.

2. La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur en application de l'article 13.

3. Les notifications au sujet de l'application territoriale faites en exécution de l'article 15.

4. Les dénonciations reçues en application de l'article 14.

(2) This denunciation shall have the effect of denunciation of the Convention.

(3) The denunciation shall take effect one year after the date on which the notification has been received by the Belgian Government.

Article 15

(1) Any Contracting State may at the time of signature, ratification or accession or at any time thereafter declare by written notification to the Belgian Government which among the territories under its sovereignty or for whose international relations it is responsible, are those to which the present Protocol applies.

The Protocol shall three months after the date of the receipt of such notification by the Belgian Government extend to the territories named therein, but not before the date of the coming into force of the Protocol in respect of such State.

(2) This extension also shall apply to the Convention if the latter is not yet applicable to those territories.

(3) Any Contracting State which has made a declaration under paragraph (1) of this Article may at any time thereafter declare by notification given to the Belgian Government that the Protocol shall cease to extend to such territory. This denunciation shall take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government; it also shall apply to the Convention.

Article 16

The Contracting Parties may give effect to this Protocol either by giving it the force of law or by including in their national legislation in a form appropriate to that legislation the rules adopted under this Protocol.

Article 17

The Belgian Government shall notify the States represented at the twelfth session (1967-1968) of the Diplomatic Conference on Maritime Law, the acceding States to this Protocol, and the States Parties to the Convention, of the following:

1. The signatures, ratifications and accessions received in accordance with Articles 10, 11 and 12.
 2. The date on which the present Protocol will come into force in accordance with Article 13.
 3. The notifications with regard to the territorial application in accordance with Article 15.
 4. The denunciations received in accordance with Article 14.
-

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 23 février 1968, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

Pour l'Algérie:
For Algeria:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

(s.) R. VON UNGERN-STERNBERG

(s.) Dr. ERNST GESSLER

Pour l'Argentine:
For Argentina:

(s.) Dr. CARLOS I. GARCIA TERAN

Pour l'Australie:
For Australia:

Pour l'Autriche:
For Austria:

Pour la Belgique:
For Belgium:

(s.) ALBERT LILAR

Pour la République Populaire de Bulgarie:
For the People's Republic of Bulgaria:

Pour le Cameroun:
For Cameroon:

(s.) F. OYONO

(26 avril 1968)

Pour le Canada:
For Canada:

(s.) H. J. DARLING

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized, have signed this Protocol.

DONE at Brussels, this 23rd day of February 1968, in the French and English languages, both texts being equally authentic, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government, which shall issue certified copies.

Pour la République de Chine:
For the Republic of China:

(s.) HIONG-FEI TCHEN

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:
For the State of the Vatican City:

(s.) ROBERT DE SMET

(s.) LIONEL TRICOT

Pour la République Démocratique du Congo:
For the Democratic Republic of Congo:

(s.) E. PAYTIYO

(s.) B. KALONJI TSHIKALA

Pour la République de Corée:
For the Republic of Korea:

Pour le Danemark:
For Denmark:

Pour l'Equateur:
For Ecuador:

Pour l'Espagne:
For Spain:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
For the United States of America:

(s.) EDWARD SCHMELTZER

(s.) ALLAN I. MENDELSON

Pour la Finlande:
For Finland:

(s.) SIGURD VON NUMERS

Pour la France:
For France:

Pour le Ghana:
For Ghana:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland:

(s.) KENNETH DIPLOCK

Pour la Grèce:
For Greece:

(s.) A. ARGYROPOULOS

Pour l'Inde:
For India:

Pour l'Iran:
For Iran:

Pour l'Irlande:
For Ireland:

Pour Israël:
For Israel:

Pour l'Italie:
For Italy:

(s.) STANISLAO CANTONO DI CEVA

Pour le Japon:
For Japan:

Pour le Liban:
For Lebanon:

Pour le Libéria:

For Liberia:

(s.) HERBERT R. W. BREWER

(s.) GEORGE E. HENRIES

(s.) BURTON H. WHITE

Pour le Maroc:

For Morocco:

Pour la Mauritanie:

For Mauritania:

(s.) ALI BERE KONE

Pour Monaco:

For Monaco:

Pour le Nicaragua:

For Nicaragua:

Pour le Nigéria:

For Nigeria:

Pour la Norvège:

For Norway:

Pour le Paraguay:

For Paraguay:

(s.) LUIS MARTINEZ MILTOS

(30 avril 1968)

Pour les Pays-Bas:

For the Netherlands:

Pour le Pérou:

For Peru:

Pour la République des Philippines:
For the Republic of the Philippines:

- (s.) NESTOR JOVEN
- (s.) ROMEO MALIMBAN
- (s.) CONRADO DE CASTRO

Pour la République Populaire de Pologne:
For the Polish People's Republic:

- (s.) STANISLAW MATYSIK

La République Populaire de Pologne ne se considère pas liée par l'article 8 du présent Protocole.

Pour le Portugal:
For Portugal:

Pour la République Arabe Unie:
For the United Arab Republic:

Pour la République d'Afrique du Sud:
For the Republic of South Africa:

Pour la République Malgache:
For the Malagasy Republic:

Pour la Suède:
For Sweden:

- (s.) TAGE GRÖNWALL

Pour la Suisse:
For Switzerland:

- (s.) W. MÜLLER

Pour la Thaïlande:
For Thailand:

Pour le Togo:
For Togo:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
For the Union of Soviet Socialist Republics:

Pour l'Uruguay:
For Uruguay:

(s.) CARLOS M. ROMERO UGARTECHE

Pour le Vénézuéla:
For Venezuela:

Pour la Yougoslavie:
For Yugoslavia:

Voorts is het Protocol nog ondertekend voor:

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| Frankrijk | 4 december 1968 |
| Spanje | 23 augustus 1972 |
| Noorwegen | 13 april 1973 |
| Egypte | 4 juni 1973 |
| Denemarken | 20 november 1975 |
| het Koninkrijk der Nederlanden | 5 februari 1979 |

C. VERTALING**Protocol tot wijziging van het Internationale Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement, ondertekend te Brussel op 25 augustus 1924**

De Verdragsluitende Partijen,

Overwegende dat het wenselijk is het Internationale Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement, ondertekend te Brussel op 25 augustus 1924, te wijzigen,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1

1. Aan artikel 3, vierde lid, wordt de volgende tekst toegevoegd:
„Tegenbewijs is echter niet toegelaten wanneer het cognossement is overgedragen aan een derde te goeder trouw”.

2. Artikel 3, zesde lid, vierde alinea, wordt geschrapt en vervangen door de volgende bepaling:

„Onder voorbehoud van het bepaalde in lid 6bis, zijn de vervoerder en het schip in elk geval van elke aansprakelijkheid uit welke hoofde dan ook in verband met de goederen ontheven, tenzij een rechtsvordering wordt ingesteld binnen een jaar nadat zij zijn afgeleverd of behoorden te zijn afgeleverd. Deze termijn kan echter worden verlengd bij overeenkomst tussen partijen, gesloten nadat de gebeurtenis die de vordering heeft doen ontstaan heeft plaatsgevonden.”

3. Aan artikel 3 dient na het zesde lid een nieuw lid 6bis te worden ingevoegd, dat luidt als volgt:

„Vorderingen tot verhaal op een derde kunnen zelfs na afloop van de termijn, bedoeld in het voorgaande lid, worden ingesteld mits zij maar worden ingesteld binnen de termijn gesteld door de wet van het gerecht, waar de zaak aanhangig is gemaakt. Deze termijn mag echter niet korter zijn dan drie maanden te rekenen van de dag waarop degene die een zodanige vordering tot verhaal instelt de zaak heeft geregeld, of waarop hem de dagvaarding in de tegen hemzelf ingestelde vordering is betekend.”

Artikel 2

Artikel 4, vijfde lid, wordt geschrapt en vervangen door de volgende tekst:

„a) Tenzij de aard en de waarde van de goederen zijn opgegeven door de afzender vóór hun inlading en deze opgave in het

cognossement is opgenomen, is noch de vervoerder noch het schip in enig geval aansprakelijk voor enig verlies van of enige schade aan de goederen of met betrekking tot deze voor een bedrag hoger dan de tegenwaarde van 10 000 franken per collo of eenheid, dan wel 30 franken per kilogram brutogewicht der verloren gegane of beschadigde goederen, waarbij het hoogste dezer bedragen in aanmerking moet worden genomen.

- b) Het totale verschuldigde bedrag wordt berekend met inachtneming van de waarde van zodanige goederen ter plaatse en ten dage waarop de goederen volgens de overeenkomst zijn gelost of zouden moeten zijn gelost.
De waarde van de goederen wordt berekend naar de koers op de goederenbeurs of, wanneer er geen dergelijke koers is, naar de gangbare marktwaarde of, wanneer ook deze ontbreekt, naar de normale waarde van goederen van dezelfde aard en hoedanigheid.
 - c) Wanneer een laadkist, een laadbord of dergelijk vervoergerei is gebezigd om goederen bijeen te brengen, wordt iedere collo of eenheid die volgens vermelding in het cognossement in dat vervoergerei is verpakt, beschouwd als een collo of eenheid als bedoeld in dit lid. Behalve in het geval hiervoor omschreven, wordt dit vervoergerei als collo of eenheid beschouwd.
 - d) Onder frank wordt verstaan een eenheid bestaande uit 65,5 milligram goud van een gehalte van 900-duizendste fijn. De datum waarop het verschuldigde bedrag in nationale munteenheid moet worden omgerekend, wordt bepaald door de wet van het gerecht waar het geschil dient.
 - e) Noch de vervoerder, noch het schip kan de in dit lid bepaalde aansprakelijkheidsbeperking invoeren, wanneer bewezen is dat de schade is ontstaan uit een handeling of nalaten van de vervoerder, geschied hetzij met het opzet schade te veroorzaken, hetzij roekeloos en met het bewustzijn dat schade er waarschijnlijk uit zou voortvloeien.
 - f) De opgave, bedoeld onder a) van dit lid schept, indien zij is opgenomen in het cognossement, behoudens tegenbewijs, een vermoeden, maar bindt niet de vervoerder, die haar kan betwisten.
 - g) Bij overeenkomst tussen de vervoerder, de kapitein of de vertegenwoordiger van de vervoerder enerzijds en de afzender anderzijds, mogen andere maximumbedragen dan die, genoemd onder a) van dit lid worden bepaald, mits dit overeengekomen maximumbedrag niet lager zij dan het daar genoemde overeenkomstige maximumbedrag.
 - h) Noch de vervoerder noch het schip is in enig geval aanspra-
-

kelijk voor verlies van of schade aan goederen of met betrekking tot deze, indien aard of waarde daarvan door de afzender opzettelijk verkeerdelijk in het cognossement is opgegeven.”

Artikel 3

Tussen de artikelen 4 en 5 van het Verdrag wordt een artikel *4bis* ingevoegd, dat luidt als volgt:

„1. De ontheffingen en beperkingen van aansprakelijkheid als voorzien in dit Verdrag zijn van toepassing op iedere vordering tegen de vervoerder strekkende tot vergoeding van verlies van of schade aan goederen waarop een vervoerovereenkomst betrekking heeft, ongeacht of de vordering wordt gegrond op de aansprakelijkheid uit overeenkomst dan wel op aansprakelijkheid buiten overeenkomst.

2. Wordt een zodanige vordering ingesteld tegen een ondergeschikte van de vervoerder, dan kan deze ondergeschikte zich beroepen op de ontheffingen en beperkingen van aansprakelijkheid waarop de vervoerder zich op grond van het Verdrag kan beroepen.

3. Het totaal van de bedragen, verhaalbaar op de vervoerder en zijn ondergeschikten, overtreft in dit geval niet de in dit Verdrag bepaalde grens.

4. De ondergeschikte kan zich evenwel niet beroepen op de bepalingen van dit artikel, wanneer bewezen is dat de schade is ontstaan uit een handeling of nalaten van deze ondergeschikte, geschied hetzij met het opzet schade te veroorzaken, hetzij roekeloos en met het bewustzijn dat schade er waarschijnlijk uit zou voortvloeien.”

Artikel 4

Artikel 9 van het Verdrag wordt geschrapt en vervangen door de volgende bepaling:

„Dit Verdrag laat de bepalingen van internationale verdragen of nationale wetten die de aansprakelijkheid wegens kernschade regelen, onverlet.”

Artikel 5

Artikel 10 van het Verdrag wordt geschrapt en vervangen door de volgende bepaling:

„De bepalingen van dit Verdrag zijn van toepassing op elk cognossement dat betrekking heeft op vervoer van goederen tussen havens in twee verschillende Staten, indien:

- a) het cognossement is uitgegeven in een Verdragsluitende Staat,
of

- b) het vervoer plaatsvindt vanuit een haven in een Verdragsluitende Staat,
of
- c) de overeenkomst, die in het cognossement is vervat of daaruit blijkt, bepaalt, dat op die overeenkomst toepasselijk zijn de bepalingen van dit Verdrag of van een wet van een Staat waarbij aan die bepalingen rechtskracht is verleend,

ongeacht de nationaliteit van het schip, de vervoerder, de afzender, de geadresseerde of van iedere andere betrokken persoon.

Iedere Verdragsluitende Staat moet de bepalingen van dit Verdrag toepassen op cognossementen als hiervoor genoemd.

Dit artikel maakt geen inbreuk op het recht van een Verdragsluitende Staat om de bepalingen van dit Verdrag toe te passen op cognossementen, niet bedoeld in de voorgaande leden.

Artikel 6

Tussen de Partijen bij dit Protocol worden het Verdrag en het Protocol beschouwd en uitgelegd als vormden zij een enkele akte.

Een Partij bij dit Protocol is niet verplicht de bepalingen van dit Protocol toe te passen op cognossementen welke zijn afgegeven in een Staat die partij is bij het Verdrag, doch niet bij dit Protocol.

Artikel 7

Tussen de Partijen bij dit Protocol mag de opzegging van het Verdrag door één van hen krachtens artikel 15 van dat Verdrag niet worden uitgelegd als een opzegging van het Verdrag zoals dat is gewijzigd bij dit Protocol.

Artikel 8

Elk geschil tussen de Verdragsluitende Partijen betreffende de uitlegging of de toepassing van het Verdrag dat niet door onderhandeling kan worden geregeld, wordt op verzoek van een der Partijen onderworpen aan arbitrage. Indien de Partijen binnen zes maanden na de datum waarop het verzoek om arbitrage is gedaan niet tot overeenstemming kunnen komen over de regeling van de arbitrage, kan een der Partijen het geschil voorleggen aan het Internationale Gerechtshof door een verzoek in te dienen overeenkomstig het Statuut van het Hof.

Artikel 9

1. Iedere Verdragsluitende Partij kan, op het tijdstip van ondertekening of bekrachtiging van of op het tijdstip van toetreding tot dit Protocol, verklaren dat zij zich niet gebonden acht door artikel 8 van

dit Protocol. De andere Verdragsluitende Partijen zijn niet door dit artikel gebonden ten opzichte van een Verdragsluitende Partij die een zodanig voorbehoud heeft gemaakt.

2. Iedere Verdragsluitende Partij die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig het voorgaande lid, kan te allen tijde dit voorbehoud intrekken door middel van een kennisgeving aan de Belgische Regering.

Artikel 10

Dit Protocol staat open ter ondertekening voor Staten die vóór 23 februari 1968 het Verdrag hebben bekrachtigd of tot het Verdrag zijn toegetreden, alsmede voor iedere Staat die vertegenwoordigd was op de twaalfde zitting (1967–1968) van de Diplomatieke Zeerechtconferentie.

Artikel 11

1. Dit Protocol moet worden bekrachtigd.
2. Bekrachtiging van dit Protocol door een Staat die geen partij is bij het Verdrag, houdt toetreding tot het Verdrag in.
3. De akten van bekrachtiging dienen te worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

Artikel 12

1. Lid-Staten van de Verenigde Naties of van haar Gespecialiseerde Organisaties die niet vertegenwoordigd waren op de twaalfde zitting van de Diplomatieke Zeerechtconferentie kunnen tot dit Protocol toetreden.
2. Toetreding tot dit Protocol houdt toetreding tot het Verdrag in.
3. De akten van toetreding dienen te worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

Artikel 13

1. Dit Protocol treedt in werking drie maanden na de datum van nederlegging van tien akten van bekrachtiging of toetreding waarvan ten minste vijf dienen te zijn nedergelegd door Staten die elk een totaal tonnage bezitten dat gelijk is aan of meer bedraagt dan een miljoen bruto ton.
2. Voor iedere Staat die dit Protocol bekrachtigt of daartoe toetreedt na de datum van nederlegging van de akte van bekrachtiging of toetreding die bepalend is voor de inwerkingtreding als bepaald in

het eerste lid van dit artikel, wordt dit Protocol van kracht drie maanden na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding.

Artikel 14

1. Iedere Verdragsluitende Staat kan dit Protocol opzeggen door middel van een kennisgeving aan de Belgische Regering.
2. Deze opzegging houdt tevens opzegging van het Verdrag in.
3. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Belgische Regering.

Artikel 15

1. Iedere Verdragsluitende Staat kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, toetreding of op elk later tijdstip de Belgische Regering schriftelijk kennisgeven op welke grondgebieden, waarover hij de soevereiniteit bezit of waarvan hij de internationale betrekkingen behartigt, dit Protocol van toepassing is.

Het Protocol wordt van toepassing op de genoemde gebieden drie maanden na ontvangst van deze kennisgeving door de Belgische Regering, maar niet vóór de datum waarop dit Protocol ten aanzien van deze Staat in werking treedt.

2. Deze uitbreiding geldt eveneens voor het Verdrag, als het nog niet van toepassing is op deze grondgebieden.
3. Iedere Verdragsluitende Staat die een verklaring volgens het eerste lid van dit artikel heeft afgelegd, kan te allen tijde de Belgische Regering ervan in kennis stellen dat het Protocol niet langer van toepassing is op de desbetreffende gebieden. Deze opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst door de Belgische Regering van de kennisgeving van opzegging; zij geldt eveneens voor het Verdrag.

Artikel 16

De Verdragsluitende Partijen kunnen dit Protocol van kracht doen worden, hetzij door het kracht van wet te verlenen, hetzij door de regels van dit Protocol op te nemen in hun wetgeving in een daaraan aangepaste vorm.

Artikel 17

De Belgische Regering geeft de Staten die vertegenwoordigd waren op de twaalfde zitting (1967-1968) van de Diplomatieke Zeerechtconferentie, de Staten die toetreden tot dit Protocol, alsmede de Staten die partij zijn bij het Verdrag kennis van:

1. De ingevolge de artikelen 10, 11 en 12 ontvangen ondertekeningen, bekrachtigingen en toetredingen.
2. De datum waarop dit Protocol ingevolge artikel 13 in werking treedt.
3. De kennisgevingen inzake de territoriale toepassing ingevolge artikel 15.
4. De krachtens artikel 14 ontvangen opzeggingen.

TEN BLIJKE WAARVAN de hierna genoemde gevolmachtigden, hiertoe behoorlijk gevolmachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, op 23 februari 1968, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd en bewaard in het archief van de Belgische Regering, die daarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften zal verstrekken.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 14 e.v. van dit Tractatenblad.)

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 11, derde lid, van het Protocol hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging bij de Belgische Regering nedergelegd:

| | |
|---|------------------|
| Noorwegen | 19 maart 1974 |
| Zweden | 9 december 1974 |
| Denemarken | 20 november 1975 |
| Zwitserland | 11 december 1975 |
| het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland | 1 oktober 1976 |
| Frankrijk | 10 maart 1977 |
| België | 6 september 1978 |

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel 12, derde lid, van het Protocol hebben de volgende Staten een akte van toetreding bij de Belgische Regering nedergelegd:

| | |
|-----------------|-----------------|
| Singapore | 25 april 1972 |
| Syrië | 1 augustus 1974 |
| Libanon | 19 juli 1975 |
| Ecuador | 23 maart 1977 |
| Tonga | 13 juni 1978 |

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zijn ingevolge artikel 13, eerste lid, op 23 juni 1977 in werking getreden voor Denemarken, Ecuador, Frankrijk, Libanon, Noorwegen, Singapore, Syrië, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (mede voor het eiland Man), Zweden en Zwitserland.

Voor elke Staat die na 23 maart 1977 een akte van bekrachtiging of toetreding nederlegt, treedt het Protocol ingevolge artikel 13, tweede lid, in werking drie maanden na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding.

Voor Gibraltar is het Protocol ingevolge artikel 15, eerste lid, op 22 december 1977 van kracht geworden.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

In overeenstemming met artikel 15, eerste lid, is het Protocol toepasselijk verklaard door het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland op:

| | |
|----------------------|-------------------|
| het eiland Man | 1 oktober 1976 |
| Gibraltar | 22 september 1977 |

J. GEGEVENS

Van het op 25 augustus 1924 te Brussel tot stand gekomen Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognosement, met bijbehorend Protocol van ondertekening, tot wijziging van welk Verdrag het onderhavige Protocol strekt, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1953, 109; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 225.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Statuut in artikel 8 van het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1971, 55.

Het onderhavige Protocol is opgesteld tijdens het tweede gedeelte van de twaalfde zitting van de Diplomatieke Conferentie inzake het zeerecht, welke van 19 tot 23 februari 1968 te Brussel werd gehouden.

Uitgegeven de *twintigste* februari 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW